

Le Colonialisme carbone

Le 6 Juillet 2023, interview de Laurie Parsons par Cal Turner et Sara van Horn
<https://jacobin.com/2023/07/carbon-colonialism-climate-change-waste-supply-chains-greenwashing>

Laurie Parsons (<https://pure.royalholloway.ac.uk/en/persons/laurie-parsons>) est maître de conférences en géographie humaine à Royal Holloway, Université de Londres. Parmi ses ouvrages, on trouve *Carbon Colonialism : How Rich Countries Export Climate Breakdown* (Colonialisme carbone : voilà comment les pays riches exportent le changement climatique, non traduit), *Going Nowhere Fast : Inequality in the Age of Translocality* (Aller nulle part à toute vitesse : les inégalités à l'ère de la translocalité, non traduit), et *Climate Change in the Global Workplace* (Changement climatique dans l'atelier du monde, non traduit).

Cal Turner est écrivain et vit à Philadelphie.

Sara Van Horn est écrivaine et vit à Serra Grande, au Brésil.



Rues inondées après de fortes pluies à Lahore, Pakistan, le 5 juillet 2023 (Rana Irfan Ali / Anadolu Agency via Getty Images)

Depuis les déchets jusqu'à la déforestation en passant par les inondations dramatiques, les pays riches du Nord externalisent les conséquences de leurs activités d'extraction de ressources vers les pays plus pauvres du Sud. C'est ce qu'on appelle le «colonialisme carbone».

En mai dernier, des représentants des trieurs de déchets de l'ensemble des pays du Sud se sont réunis à Paris (<https://slate.com/technology/2023/06/un-plastics-treaty-waste-pickers-just-transition.html>), lors des négociations du traité des Nations unies sur les plastiques, afin d'attirer l'attention sur l'impact environnemental de leur travail - en tant que gens chargés de retirer les plastiques toxiques des décharges - et pour souligner l'importance de celui-ci dans l'économie mondiale.

Ils ont plaidé en faveur d'une autorisation légale en tant que trieurs de déchets, ce qui leur permettrait de jouir d'une plus grande dignité dans leur travail et de faire reconnaître leur rôle clé dans la lutte pour éliminer les déchets plastiques. Alors même que leur travail est crucial, il est souvent invisible. Il révèle également une vérité flagrante du contexte contemporain: les déchets s'écoulent vers le Sud tandis que le capital s'écoule vers le Nord.

Dans son nouveau livre, *Carbon Colonialism: How Rich Countries Export Climate Breakdown* (*Colonialisme carbone : voilà comment les pays riches exportent le changement climatique, non paru en français*), l'universitaire Laurie Parsons se penche sur la dynamique coloniale qui sous-tend la richesse et l'extraction des ressources qui invisibilise pratiquement de nombreux aspects du changement climatique, notamment la vulnérabilité aux inondations dramatiques. Dans son livre, il met à jour les processus cachés des entreprises qui permettent aux pays de Nord d'externaliser leur impact environnemental vers les pays du Sud.

Cal Turner et Sara Van Horn se sont entretenus avec Parsons pour *Jacobin* et ils ont échangé sur la manière dont les campagnes d'écoblanchiment contournent les efforts d'atténuation du changement climatique, ils ont aussi abordé les effets de la richesse en termes de vulnérabilité au changement climatique et les changements à apporter dans la production mondiale afin de nous rapprocher d'un avenir juste sur le plan climatique.

Sara Van Horn: Comment définiriez-vous le colonialisme carbone?

Laurie Parsons: J'ai essayé de m'éloigner d'une définition simple et monolithique du colonialisme carbone. On a attribué cette même étiquette à toutes sortes de processus: elle a été utilisée pour parler de l'externalisation du carbone - lorsqu'une industrie ou un pays délocalise ses activités à l'étranger et que les émissions générées ne sont pas prises en compte dans ses propres statistiques - et elle a été utilisée pour parler de la compensation carbone, c'est-à-dire lorsqu'une entreprise polluante achète des terres à l'étranger afin de créer une contrepartie carbone négative à son industrie à forte intensité carbone.

On peut définir chacun de ces processus séparément ou alors se poser la question : quelle est la logique sous-jacente de tous ceux-ci? Pour l'essentiel, il s'agit ici d'exploiter l'environnement de sorte que la valeur tirée de l'utilisation de celui-ci circule dans un sens et que les déchets circulent dans l'autre sens. Voilà le système qui a été créé au fil de centaines d'années et qui est à l'origine des différentes formes de colonialisme carbone qui se sont multipliées récemment.

Cal Turner: Dans votre livre, vous parlez de l'écoblanchiment, c'est là un sujet brûlant en ce moment dans les milieux écologistes. Pourriez-vous nous expliquer comment l'écoblanchiment contribue à asservir les pays du Sud dans le cadre des campagnes de relations publiques menées par les pays du Nord?

Laurie Parsons: Au niveau des États, l'écoblanchiment signifie que nous continuons à traiter toute terre située en dehors des frontières de la nation comme si elle n'avait pas la même importance. Aujourd'hui encore, les accords internationaux sur le climat reposent tous sur l'idée que la frontière est l'unité fondamentale de notre société mondiale.

Concernant notre impact sur l'environnement, toutes les méthodes de calcul s'appuient sur les frontières, un système qui profite aux pays très riches, comme les États-Unis, le Royaume-Uni et les pays européens, parce qu'ils importent les biens de leur choix tout en laissant leurs déchets en marge du système mondial de production.

Et puis, il y a aussi l'écoblanchiment des entreprises. L'une des choses que je trouve fascinantes concernant l'écoblanchiment des entreprises, c'est qu'il ne s'agit pas là d'un phénomène nouveau. L'histoire de l'écoblanchiment d'entreprise remonte pratiquement à la première grande vague de préoccupations environnementales dans les années 1960.

À l'époque, avec la prise de conscience des effets de notre économie mondiale sur l'environnement, les gens se sont spontanément dit: «Il faut faire quelque chose à ce sujet». Pourtant, les premières personnes à prendre le train en marche ont été les grandes entreprises. Par exemple, Coca Cola a créé une «bouteille pour l'ère de l'écologie» - mais il s'agissait de la même bouteille, simplement avec une présentation différente.

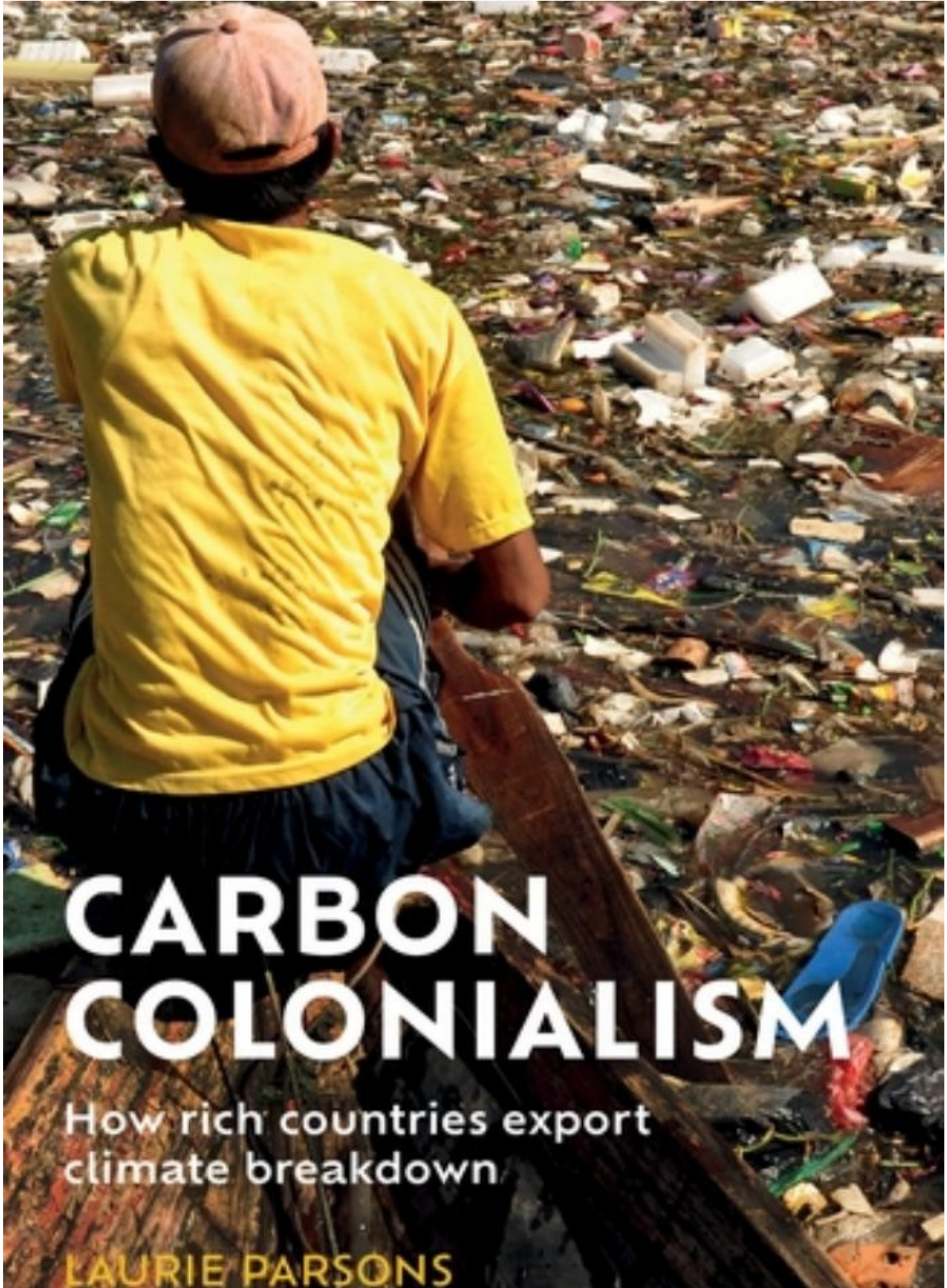
Nous parlons ici d'une histoire de soixante ou soixante-dix ans d'écoblanchiment. Il ne s'agit pas d'un phénomène que l'on peut dissocier du commerce et du comportement des entreprises. Il est courant que pour un grand nombre de produits commerciaux, certaines des promesses faites ne soient pas faciles à réfuter.

Sara Van Horn: Pourriez-vous nous parler de l'externalisation et de la longueur des chaînes d'approvisionnement dans l'économie contemporaine? Qu'est-ce que cela signifie en matière de colonialisme carbone?

Laurie Parsons: À la fin du vingtième siècle, les chaînes d'approvisionnement mondiales ont commencé à s'allonger, s'intensifier et se complexifier. Les principaux moteurs de cette évolution en ont été la croissance des capacités de téléphonie mobile et de communication, cela voulait dire qu'on pouvait organiser la production à très longues distances, et qu'on a amélioré la logistique concernant les conteneurs.

Plutôt que d'échanger des produits finis, on a commencé à étendre l'usine elle-même au delà du pays et des frontières: une partie de la production de l'usine se trouvait dans un pays, une autre partie dans un autre pays, une autre partie encore pouvait très bien se trouver dans un troisième pays.

L'industrie de l'habillement en est un excellent exemple. On fait pousser le coton en Chine, au Brésil ou aux États-Unis, on le transforme en Chine, on le coud au Cambodge et finalement on le livre aux principaux acheteurs comme l'Europe et les États-Unis.



CARBON COLONIALISM

How rich countries export climate breakdown

LAURIE PARSONS

Colonialisme carbone : voilà comment les pays riches exportent le changement climatique

Bien que nous ayons la capacité de contrôler cette usine, nous n'avons pas les mêmes moyens qu'auparavant pour la surveiller. Si toute la production se déroule dans une seule usine, on peut la surveiller, au sens littéral du terme. Si quelqu'un veut l'inspecter, il peut entrer et voir ce qui est fait en réalité.

Or voilà qu'on a une usine mondiale qui franchit plusieurs frontières partout dans le monde, on n'a plus cette même capacité d'inspection. Il vous faut vous fier à ce que les usines vous disent. Cela a créé un énorme écran de fumée autour de cette chaîne de production, parce que suivre une chaîne de production d'un kilomètre de long est très différent de suivre une chaîne de production de 18 000 kilomètres. Du coup, l'écoblanchiment est d'autant plus facile.

Cal Turner: Qu'est-ce que cela signifie pour les consommateurs et la façon dont ils perçoivent la chaîne d'approvisionnement?

Laurie Parsons: Il est difficile ne serait-ce que d'imaginer ce qui se passe dans ce système de production mondial. Dans mon livre, j'explique que presque toutes les entreprises de production de vêtements vous diront: «Zéro déforestation et zéro déchet dans les décharges». Mais en réalité, ils n'ont même pas besoin de cacher la déforestation dans les pays où elle a lieu.

Nous avons fait voler des drones au-dessus de certaines de ces usines pour découvrir ce qu'il s'y passait réellement. Des milliers et des milliers de tonnes de bois de forêt sont ainsi brûlés pour repasser les vêtements qui reviennent finalement au Royaume-Uni. Cela va totalement à l'encontre des affirmations relatives à la déforestation.

Mais si je le signale et que les médias s'en emparent, l'entreprise va faire une déclaration: «Notre partenaire nous a déçu». Abandonne-t-elle l'affirmation «pas de déforestation»? Absolument pas. L'entreprise principale peut dire tout ce qu'elle veut, et ce qui vient en contradiction n'est pas son problème.

La responsabilité de l'entreprise mandataire est considérablement réduite. Et ça c'est un problème pour le consommateur, parce que celui-ci n'interagit qu'avec cette image de marque. Il n'a aucun contact avec l'usine elle-même. Le consommateur n'a que très peu de moyens lui permettant de vérifier ce qui relève d'une production véritablement respectueuse de l'environnement et ce qui en est loin.

Nous sommes actuellement en présence d'un système extrêmement complexe qui rend vraiment coûteux et difficile la réalisation d'un projet durable sur le plan environnemental, alors qu'il est très peu onéreux d'avoir l'air d'être durable de ce point de vue. Et tout le monde choisit donc la deuxième option.

Même si une entreprise voulait se démarquer et procéder réellement à tous ces changements, elle pourrait bien faire faillite, parce que cette autre entreprise qui se contente d'avoir l'air écologiquement durable peut dire exactement la même chose, et personne n'est en mesure de le vérifier. Le système tel qu'il est rend impossible, même pour les entreprises les mieux intentionnées, de se livrer à une véritable concurrence pour séduire les consommateurs et leur donner ce qu'ils veulent.

Sara Van Horn: Dans votre ouvrage *Carbon Colonialism*, vous abordez la façon dont la vulnérabilité au changement climatique se construit. Elle n'est pas nécessairement inhérente à la géographie; au contraire, elle est très influencée par les mesures d'atténuation prises par l'homme. Comment ces différences de préparation au changement climatique recourent-elles le colonialisme carbone?

Laurie Parsons: Il s'agit d'un aspect vraiment sous-estimé de la manière dont nous envisageons le changement climatique et ses impacts en général. Le colonialisme carbone consiste à exploiter l'environnement et à dissocier déchets et bénéfices dans des sphères diamétralement opposées. Les déchets sont évidemment un problème. Mais la valeur est également un élément clé de l'histoire. À mesure que cette valeur est transférée vers les pays les plus riches, ces derniers se dotent d'une énorme capacité de protection contre les problèmes environnementaux.

Par exemple, sur le plan topographique, certaines parties des Pays-Bas et du Bangladesh sont très similaires en termes de vulnérabilité aux inondations. Mais les Pays-Bas n'ont que très peu de problèmes d'inondation, parce qu'ils ont investi massivement dans des technologies à haut niveau de capital pour réduire le risque. Ils n'ont pas du tout le même problème que le Bangladesh, même si leur géographie est similaire. Le Bangladesh ne dispose pas des capitaux nécessaires pour procéder aux mêmes ajustements. L'économie mondiale fait circuler l'argent dans une direction et pas dans l'autre.

Si vous êtes confronté à un environnement de plus en plus exposé, vous avez deux choix : soit vous agissez sur la cause première des risques environnementaux - vous pouvez réduire vos émissions de carbone et tenter de vous attaquer à ce problème au niveau mondial - soit vous continuez avec votre système actuel et accumulez les ressources dont vous avez besoin pour vous protéger contre ce système et les risques environnementaux qu'il induit. Il est manifeste que les nations riches du monde entier choisissent la deuxième voie.



Des trieurs de déchets au Sénégal en 2021 (John Wessels/AFP via Getty Images)

Le changement climatique ne provoque pas «davantage de catastrophes naturelles», parce que les catastrophes ne sont pas naturelles. Une catastrophe survient lorsqu'un risque rencontre une vulnérabilité. Ces catastrophes sont un choix économique que nous faisons en tant qu'économie mondiale. Je pense qu'il est très important d'intégrer cette approche dans notre réflexion sur les impacts du changement climatique et la dégradation de l'environnement dans le monde.

Très récemment, la République démocratique du Congo a connu une catastrophe tragique. Quatre cents personnes ont été tuées lors d'inondations de très grande ampleur. Cette catastrophe est présentée presque partout comme une catastrophe naturelle. En réalité, il n'y a pas grand-chose de naturel dans cette affaire. La République démocratique du Congo occupe une certaine place dans l'économie mondiale: c'est une économie extractive, elle est très pauvre, elle est au bas de l'échelle mondiale. De ce fait, et ce n'est pas un hasard, elle se retrouve confrontée à certaines des pires vulnérabilités qui à leur tour transforment les risques en pires catastrophes.

Mais si nous sommes ainsi en mesure de créer des vulnérabilités, nous pouvons aussi les supprimer. Il ne s'agit pas d'inventer une technologie pour extraire le carbone de l'air. Il s'agit d'œuvrer pour créer une société plus juste, en redistribuant les bénéfices de l'extraction de ressources environnementales que nous pratiquons. Nulle autre mesure environnementale n'a le pouvoir de rendre les pauvres moins pauvres.

Cal Turner: Quelles sont les solutions qui s'offrent à nous? Pouvez-vous résumer votre vision pour un avenir plus juste?

Laurie Parsons: D'une manière générale, nous devons assumer nos responsabilités en ce qui concerne l'économie mondiale et les gens qui en font partie. Nous devons reconnaître que notre économie ne s'arrête pas à nos frontières; afin que nous puissions vivre la vie que nous menons, il faut que beaucoup de gens soient impliqués dans un grand nombre de milieux au-delà de nos frontières.

Il nous incombe de faire en sorte que ces environnements soient durables et que la vie des personnes qui travaillent dans cette économie élargie soit durable. Afin de favoriser cette plus grande responsabilisation de notre économie mondiale, il nous faut une législation et une réglementation qui soient fortes et pertinentes en matière de chaîne d'approvisionnement. Cela veut dire disposer de véritables garanties juridiques concernant tout ce qui se passe au niveau des circuits qui fabriquent les biens que nous utilisons.



Des manifestants portent des pancartes alors qu'ils manifestent dans le cadre d'une journée mondiale d'action sur le changement climatique devant le parlement au Cap, en Afrique du Sud, le 25 septembre 2020 [Mike Hutchings/Reuters]

À l'heure actuelle, nous disposons d'un système complètement contradictoire. Dans des pays comme le Royaume-Uni et la majeure partie de l'Europe, nous n'avons de lois que pour ce qui est produit à l'intérieur de nos frontières. Or, si la même entreprise produit en partie à l'intérieur de ses frontières et en partie à l'extérieur, seule la production à l'intérieur des frontières est réglementée par la loi.

Légalement, nul besoin de se soucier de durabilité en dehors de nos frontières. Si on veut faire quelque chose de non durable, on peut le transférer à sa chaîne d'approvisionnement internationale, et là on peut se contenter d'en rendre compte sur la base du volontariat. En principe, cette déclaration volontaire est une bonne chose, mais en fin de compte, personne ne la vérifie de manière rigoureuse.

On pourrait étendre ce cadre juridique en disant que si une entreprise importe quelque chose dans notre pays, ces marchandises seront soumises à des dispositions légales, et une entreprise qui ne respecterait pas ces lois pourrait s'exposer à des sanctions spécifiques ou à des poursuites pénales.

La raison pour laquelle je pense que c'est important n'est pas seulement parce que cela fera une réelle différence, mais c'est aussi parce que cela commence déjà à se produire. Nous commençons tout juste à voir ces premières pousses vertes: la législation allemande concernant la chaîne d'approvisionnement ou la loi française d'ailleurs sur la chaîne d'approvisionnement - même le Royaume-Uni a sa propre version édulcorée de la loi sur la chaîne d'approvisionnement.

Elle est loin d'être aussi stricte que certains le souhaitent, mais je trouve cela extrêmement stimulant, car on voit là le début d'un changement d'état d'esprit : la prise de conscience du fait que les personnes et les environnements du monde entier ne sont pas simplement là, ailleurs. Ils ne sont pas quelque chose de séparé ; ils ne sont pas le problème de personnes qui sont loin de nous. Ce sont des environnements qui font partie de notre économie.

J'aimerais que ce livre mette en lumière les réalités de la production mondiale et qu'il sème le doute sur un grand nombre de normes de durabilité qui nous sont présentées, ensuite qu'il canalise cet enthousiasme vers une plus grande responsabilité dans la manière dont nous gérons notre économie.

En Europe et au Royaume-Uni, les populations réclament à cor et à cri des mesures pour lutter contre la crise climatique, mais on détourne leur attention en les orientant vers des arguments fallacieux et des voies sans issue. Ce que je veux

faire, c'est sensibiliser les gens pour qu'ils prennent conscience de ces impasses et s'engagent ensemble dans la direction qui sera la plus efficace.



Un manifestant avec un autocollant indiquant "Climate Justice Now" devant une manifestation contre le changement climatique dans le centre de Poznan pendant la conférence des Nations unies sur le changement climatique, le 6 décembre 2008 (WOJTEK RADWANSKI/AFP VIA GETTY IMAGES)